



Ministère de la Justice représenté par
DEPARTEMENT IMMOBILIER GRAND NORD
32-50 Boulevard Carnot – CS 70031
59043 LILLE Cedex
Tel : 03.62.23.81.62

Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP)



Agrandissement de l'antenne du SPIP

5 rue Notre Dame de Bon Secours – 60200 COMPIEGNE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES C.C.T.P LOT N° 00 – PRESCRIPTIONS GENERALES TCE



12 Z.A. Les Alouettes
62223 SAINT-NICOLAS lez ARRAS
Tél. : 03.21.55.24.74
contact@scme.fr

Le 02/11/2021

- SOMMAIRE -

1.	PRESCRIPTIONS GENERALES T.C.E. :	3
1.1.	Objet des travaux	3
1.2.	Normes et règlements :	3
1.3.	Description de l'établissement et classement	3
1.4.	Etendue des ouvrages :	4
1.5.	Dossier technique :	4
1.6.	Visite du site :	4
1.7.	Sécurité générale du chantier	5
1.8.	Coordination avec les autres lots :	5
1.9.	Limite des prestations :	5
1.10.	Documentation :	6
1.11.	Calendrier d'exécution :	7
1.12.	Respect des ouvrages :	7
1.13.	Continuité de service :	7
1.14.	Installation de chantier :	7
1.15.	Amiante	8
1.16.	Dynamique environnementale :	8
1.17.	Déchets :	9
1.18.	Dossier des Ouvrages Exécutés :	10

1. PRESCRIPTIONS GENERALES T.C.E. :

1.1. Objet des travaux

Le présent descriptif a pour objet la définition des travaux et fournitures nécessaires dans le cadre de l'Agrandissement de l'antenne du SPIP au 5 rue notre dame de bon secours à Compiègne

1.2. Normes et règlements :

Les ouvrages seront exécutés en application des normes, règlements, spécifications, textes, etc, sauf dispositions contraires portées au présent CCTP.

Les normes spécifiques à chaque type d'ouvrage sont détaillées dans le CCTP du lot concerné. Toutefois, la liste n'est exhaustive, l'entrepreneur devra appliquer tous les textes s'appliquant à l'ouvrage concerné, même s'ils ne sont pas cités.

L'entrepreneur devra également se conformer aux avis et décisions :

- du Bureau de Contrôle,
- du coordonnateur de sécurité
- du Maître d'Ouvrage,
- du Maître d'Œuvre,

et ce, sans suppléments de prix.

L'entrepreneur consulté est censé être un homme de l'art connaissant parfaitement les normes, règlements et la mise en œuvre dans l'établissement considéré.

1.3. Description de l'établissement et classement

L'immeuble est situé 5 Rue Notre Dame de Bon Secours à Compiègne.



Bâtiment en co-propriété comprenant :

- Sous sol : Parkings et locaux techniques
- Rez de Chaussée : Logements et bureaux
- Niveau 1 : Logements et bureaux
- Niveaux 2,3 et 4 : Logements

Le SPIP est classé en W de 5ème Catégorie

1.4. Etendue des ouvrages :

L'entrepreneur se reportera à l'ensemble des Cahiers des Charges et documents qui définissent les prestations des autres lots, afin de parfaitement cerner l'étendue de ses propres prestations et de réaliser en toute connaissance de cause et dans les meilleures conditions possibles, les travaux qui lui incombent.

L'opération consiste à modifier et réaménager certaines zones

L'ensemble des travaux vont se dérouler dans un site occupé, et en service

La livraison des matériaux, l'évacuation des gravats, seront programmés en coordination avec le site

Les travaux bruyants seront programmés avec les autres occupants et la Co-propriété

Les entreprises doivent tenir compte des accès pour les livraisons et évacuation des gravats

Le SPIP actuel reste en service pendant toute la durée des travaux. Le SPIP accueille du public.

Les travaux bruyants et les coupures devront être programmés avec le site

Des travaux éventuels pourront être programmés en horaires décalés (6h-22h) ou le samedi.

Voir le CCTP de chaque lot

1.5. Dossier technique :

Pour établir son offre, l'entrepreneur aura à sa disposition :

- les pièces administratives du Maître d'Ouvrage
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire
- les plans joints au présent dossier
- les diagnostics avant travaux
- le rapport initial du bureau de contrôle
- le Plan Général de Coordination du coordonnateur SPS

Les plans sont des plans de compréhension et non de réalisation. Les côtes exactes devront être mesurées avant toute mise en œuvre de matériaux.

Les marques et type mentionnés dans le présent CCTP sont les bases techniques et esthétiques minimum à respecter. L'entrepreneur pourra, s'il le désire, proposer tout matériel équivalent. Par conséquent il devra impérativement accompagner sa remise de prix d'un dossier technique complet, justifiant la totalité de ses choix.

Cette liste n'étant pas exhaustive, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservant le droit de demander tous documents explicatifs complémentaires afin de juger l'offre et éventuellement de départager les candidats.

1.6. Visite du site :

L'entrepreneur doit se rendre sur place pour prendre connaissance des lieux et de ses difficultés avant la remise de prix.

Pour les visites voir les dispositions du règlement de la consultation.

L'entreprise devra joindre une attestation de visite signée par le site.

1.7. Sécurité générale du chantier

Les entreprises devront respecter les contraintes de fonctionnement du site, et les mesures de sécurité en vigueur.

Il prendra toutes mesures pour interdire l'entrée de son chantier sans qu'il soit besoin d'ordres du représentant du Maître d'Ouvrage

En cas de dégâts, soustraction et détournement de matériaux ou de matériel au préjudice de l'entrepreneur, celui-ci ne pourra en aucun cas réclamer un supplément au prix convenu.

Il devra garantir les travaux des dégradations et avarie que ceux-ci pourraient éprouver pour quelque cause ce soit. Il sera tenu pour responsable de tous les dommages qui pourraient survenir.

L'accès au chantier, le stockage des matériaux et les évacuations seront déterminés lors de la première réunion de chantier en fonction des emprises et de contraintes d'activités des établissements et les services autorisés.

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes mesures utiles afin de garder les lieux en parfait état de propreté.

En cas de réclamation des usagers, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires à la bonne marche du chantier.

1.8. Coordination avec les autres lots :

L'entrepreneur du présent lot devra coordonner ses ouvrages et ses interventions avec les autres corps d'état.

Il sera responsable de la parfaite cohésion entre ses ouvrages et ceux des autres entrepreneurs, et ne pourra en aucun cas réclamer de supplément aux prix convenus pour des ouvrages résultants d'un litige entre deux entrepreneurs.

En cas de discordance entre deux entreprises, seul le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sont habilités à prendre une décision qui devra être acceptée par toutes les parties concernées.

1.9. Limite des prestations :

Tous les travaux doivent être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions, conformément à toutes les règles de l'art et suivant les plans, indications et prescriptions du représentant de la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur prendra en charge toutes les demandes d'autorisation de raccordements divers, de mise en place d'échafaudage, etc. si cela s'avérait nécessaire.

L'énumération des travaux faisant l'objet du présent CCTP n'est pas limitative. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des prestations.

L'entrepreneur devra fournir sur demande la preuve de l'origine des matériaux par des documents authentiques. Ils devront toujours être de la meilleure qualité dans les espèces spécifiées ou commandées.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder aux frais de l'entrepreneur à tous essais et analyses en laboratoire de tous les matériaux entrant dans la construction des ouvrages.

Si, pour des causes quelconques et sans autorisation, l'entrepreneur donnait aux matériaux ou aux ouvrages des natures différentes de celles prévues au projet, le représentant de la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit des mesures et sanctions qu'il jugerait nécessaires.

Le coût d'utilisation ou de location éventuelle des éléments repris au présent article (échafaudage, outillage spécial) est inclus aux prix unitaires de bordereau de prix et aucune facturation complémentaire ne pourra intervenir.

L'entrepreneur devra effectuer toutes les réparations de trous, anciens scellements, fissures ou autres dégradations existantes sur les surfaces à transformer.

Il en résulte des articles ci-dessus que l'entrepreneur n'ayant fait aucune remarque écrite, accepte ipso facto les termes du présent CCTP dans leur intégralité.

1.10.Documentation :

Avant toute exécution, l'entrepreneur provoquera la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires.

L'entrepreneur déclare connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Il s'engage en outre à les respecter.

L'entrepreneur du présent lot devra présenter au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre les dessins d'exécution de toutes les parties d'ouvrage à construire, ou à modifier d'après le projet remis par le Maître d'Ouvrage et les soumettre à l'acceptation de ce dernier.

L'entreprise remettra au Maître d'Œuvre :

avant tout commencement des travaux : durant la période de préparation

- Les plans d'exécution
- les plans de réservations
- les notes de calculs
- les plans de cheminements des canalisations,
- les caractéristiques des matériels,
- le plan particulier de sécurité et de prévention de la santé,

pendant les travaux :

- tout document mis à jour suite à des modifications, sans limitation dans la fréquence de fourniture de plans à jour.

avant la réception des travaux :

- les documents des ouvrages exécutés reprenant les documents précités mis à jour, complètement côté
- le dossier des interventions ultérieures,

Les documents seront fournis et présentés conformément aux demandes du Maître d'Ouvrage
Les documents exécution seront fournis au format papier

1.11. Calendrier d'exécution :

Les entreprises doivent s'engager sur le déroulement des travaux

Il sera mis au point lors de la première réunion de chantier en fonction du délai global.

Ce planning sera dressé par l'entrepreneur adjudicataire conjointement avec le Maître d'Œuvre.
Il est donc excessivement important qu'il soit respecté afin de ne pas gêner l'exploitant.

Toute dérive dans les dates d'exécution pourra être sanctionnée conformément au CCAP.

1.12. Respect des ouvrages :

L'entrepreneur veillera à conserver en état ses installations jusqu'à la réception des travaux.

Toute détérioration, salissure, etc... sera constatée par procès verbal et les travaux de nettoyage ou/et de réfection seront à la charge du lot incriminé. En cas de litige quant à la responsabilité des dommages, les frais seront répartis entre toutes les entreprises au prorata de leur marché.

1.13. Continuité de service :

Les travaux vont se dérouler en milieu occupé, avec présence du personnel et du public.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra assurer la continuité de service pour le personnel et le matériel.

Toute intervention dans un bâtiment, un local devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des responsables de l'établissement et plus précisément auprès des personnes concernées.

L'entrepreneur devra également toutes les alimentations provisoires nécessaires à la continuité de service et imposées par le fait que l'établissement reste en fonctionnement pendant toute la durée des travaux.

1.14. Installation de chantier :

L'entrepreneur prendra toute disposition pour protéger et conserver en bon état les parois (peintures, système de fermeture, etc...) des accès et maintenir journellement l'état de propreté des circulations intérieures empruntées.

Les accès seront condamnés en permanence pendant les périodes de non travail.

Les aires de stockage des matériaux, l'emplacement du matériel seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Ces installations à charge du lot 01 comportent notamment :

- vestiaires et réfectoire pour l'ensemble des intervenants compris alimentations (4 lots)
- Une cabine sanitaire, y compris son entretien pendant toute la durée des travaux
- La base vie sera fermée par des barrières métalliques pleines hauteur 2ml minimum
- la fourniture et pose du panneau de chantier
- l'établissement des clôtures de chantier

Les installations seront placées sur le domaine public. Les démarches administratives, ainsi que les frais, sont à charge du lot 01

En zone travaux :

- Coffret prises chantier et éclairage : A charge du lot 03
- Fermeture des zones en travaux : A charge du lot 01
- Point d'eau chantier : A charge du lot 04

L'entreprise doit également prendre connaissance du PGC joint au dossier, et tenir compte des demandes spécifiques du SPS

1.15.Amiante

Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante Avant travaux est joint au dossier DCE.

1.16. Dynamique environnementale :

L'opération doit s'inscrire dans une dynamique environnementale collective.

Les entreprises devront, dans leurs comportements et dans leurs méthodologies, intervenir avec comme première préoccupation la prise en compte des incidences environnementales liées à leur comportement, liée au contexte direct de l'opération.

Cette réflexion comportementale s'accompagnera d'un choix rigoureux des matériaux, techniques et méthodologie afin d'obtenir une démarche globale plus attentive et au final plus respectueuse de l'environnement.

Pour ce faire, Les entreprises devront :

- Rationaliser leur occupation du site :
 - Limiter les entrées/sorties de véhicules
 - Discipliner les stationnements
 - Organiser la gestion et l'élimination quotidienne de leurs propres déchets
 - Discipliner le cantonnement des ouvriers : poubelle, nettoyage des installations de chantier,
 - Contrôler les pollutions :
 - Limiter les poussières et envols de matériaux,
 - Nettoyage des abords et voiries souillées/nettoyage des véhicules en sortie de site
 - Contrôler les pollutions sonores :
 - Supprimer les musiques et sonorisations en plein air
 - Contrôler les horaires de fonctionnement des machines et outillages bruyants

- Mettre en place des procédures internes d'autocontrôle pour impliquer les ouvriers dans une démarche environnementale qualitative et performante
 - Rationalisation des débits
 - Nettoyer quotidien le chantier avec tri/recyclage et évacuation de ses propres déchets
 - Organiser ses aires d'évolution, désencombrer le chantier
 - Expliquer et faire comprendre les finalités des interventions pour chaque équipe et ainsi comprendre les implications entre les ouvrages
 - Mettre en place des procédures d'autocontrôle préalable avant exécution des tâches pour s'assurer de leur pertinence et ainsi éviter toutes destructions et reprises d'ouvrages mal réalisés, mal implantés...
- S'impliquer vers une recherche permanente de performance pour l'organisation générale du chantier :
 - Réajuster les installations de chantier
 - Établir des choix judicieux de matériaux : proximité des lieux de production, emballages réduits, performance, proposition de substitution, rationalisation des approvisionnements...
 - Coordination renforcée entre les corps d'états
 - Production des documents d'études en amont et en phase avec l'avancement du chantier
 - ...

L'adaptation des méthodologies de travail de l'entreprise et la prise en compte des incidences financières induites devront être intégrées dès l'offre initiale de l'Entreprise.

A aucun moment l'Entreprise ne pourra présenter de surcoût dans le cadre de son intervention justifié par la mise en pratique de règles énoncées dans la présente Charte.

1.17. Déchets :

L'évacuation des déchets reste à charge de chaque entreprise, **il n'y a pas de compte prorata**

Aucun déchet, ou matériel déposé, ne pourra être entreposé sur le chantier ou dans la zone « base vie », l'évacuation doit se faire journalièrement par chaque entreprise
 En préalable et avant le démarrage du chantier, l'Entreprise devra établir un plan de gestion pour l'élimination de ses déchets.

Sur la base d'un inventaire rigoureux de ses déchets, l'Entreprise précisera :

- Les modalités d'évacuation mises en œuvre,
- Les procédures de recyclage
- Les modalités de destruction, et surtout :
- La liste et des décharges et filières de récupération sollicitées.

La transmission de ce document subordonne la possibilité de démarrer les travaux par l'Entreprise et servira de base au contrôle de la gestion du chantier et du respect des engagements contractuels associés à cette opération.

Chaque entreprise reste responsable de ses propres déchets et devra en assumer l'élimination selon un plan préalablement présenté par chaque entreprise.

Un constat hebdomadaire sera établi par l'Architecte, les déchets identifiables devront être ramassés, sans délais, et évacués selon les procédures préétablies.

En cas d'impossibilité d'identifier l'émetteur, les déchets devront être évacués par une Entreprise présente sur le site et ceci aux frais et torts exclusifs des autres entreprises présentes durant la période incriminée.

1.18.Dossier des Ouvrages Exécutés :

L'entreprise est tenue de remettre pour le jour des opérations préalables à la réception des travaux, en 3 exemplaires papiers, et 3 **Clefs USB**, le DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'entreprise devra joindre dans chaque dossier :

- Les plans, coupes, détails, etc

- Les références du matériel pour l'entretien ultérieur

- Les notices descriptives des produits et installations

- Les avis techniques des produits posés

- Les procès-verbaux du matériel attestés pour le chantier

- Les plans des ouvrages exécutés (conforme en tout point à la réalisation)

L'entreprise portera la mention manuscrite « conforme aux produits posés et installations réalisées pour la restructuration de » sur chacun des documents, avec le tampon et la signature.